

L'ECHEC DE LA COP 21

Rémy Prud'homme¹

7 février 2016

Maintenant que la fête est finie, que l'écho du petit marteau vert de Laurent Fabius s'est évanoui, et que l'on a eu le temps de lire le texte de l'accord de Paris, il est possible de faire calmement le bilan de la COP 21. Elle affichait deux objectifs. Le premier était d'obtenir un engagement contraignant de réduction des rejets de CO₂ (et plus généralement des gaz à effet de serre), incontournable premier pas d'une division par deux de ces rejets d'ici 2050. Sans un tel engagement - on nous l'a assez répété - une augmentation de la température de plus de 3° était certaine, et il était également certain qu'elle entraînerait des cataclysmes épouvantables. Le deuxième objectif était de mettre en oeuvre un transfert des pays riches vers les pays pauvres d'au moins 100 milliards de dollars par an, indispensable pour empêcher cette catastrophe.

En ce qui concerne les rejets de CO₂, l'accord de Paris n'organise aucune réduction: il entérine au contraire leur augmentation. On a demandé à chacun des pays de formuler une « déclaration d'intention » relative à ses rejets. Les pays ont joué le jeu, assez honnêtement du reste, et leurs déclarations sont publiques. Cumulées, elles font apparaître une augmentation sensible des rejets du globe. Selon les experts officiels eux-mêmes, elles mettent la terre sur la route d'une augmentation des températures de plus de 3°. L'accord de Paris se contente d'inviter les pays à avoir la gentillesse de bien vouloir s'en tenir à ces déclarations d'intention. Il multiplie les « dans la mesure du possible » et les « devraient faire » (plutôt que « feront »), et n'a donc aucun caractère contraignant. Comme disait Cocteau : « Ces mystères nous dépassent, feignons de les organiser ».

En ce qui concerne les 100 milliards, l'accord est encore plus vide : rien, absolument rien, sur la liste des payeurs et celle des payés, sur la répartition de ces 100 milliards entre les donateurs, et entre les bénéficiaires, ou sur les procédures de contrôle. Le principe de ce méga-transfert, qui avait déjà été décidé à la COP 15 à Copenhague, est bien réaffirmé, mais on n'a pas avancé d'un pouce sur le sujet depuis 2009.

Aucun des deux objectifs visés atteint ou même approché : c'est la définition d'un échec. L'image de la montagne qui accouche d'une souris vient à l'esprit ; mais elle est trop flatteuse, et la métaphore de la fausse-couche serait plus appropriée.

L'accord renvoie toute action effective à des réunions et des COP futures, et multiplie les institutions à cet effet. Du Centre de la Technologie du Climat au Groupe Ad Hoc sur l'Accord de Paris en passant par le Groupe Subsidaire pour la Mise en Œuvre et le Forum sur l'Impact de la Mise en Œuvre, sans oublier les « Champions », on en compte une bonne quinzaine. En avançant dans ce labyrinthe bureaucratique, le lecteur se croit transporté dans des inédits de Kafka ou de Borges (le génie en moins).

¹ Professeur des Universités (émérite)

La COP 21 est donc semblable aux vingt COP précédentes : des proclamations, des institutions, de l'inaction. Les uns s'en réjouiront, les autres s'en désoleront. Les climato-sceptiques, qui doutent de la nécessité d'engager des politiques coûteuses, se frottent les mains : pas de réductions contraignantes, pas d'interdictions ruineuses, pas de taxe carbone, pas de marchés des droits à rejets, pas d'impôts supplémentaires pour financer les 100 milliards.

Les climato-crédules, qui exigeaient tout cela, sont déçus. Ils n'ont rien obtenu. Pire, leur science est une victime collatérale. Pour faire oublier les non-mesures qui conduisent à une augmentation des températures bien supérieure à 2°, la COP 21 a été jusqu'à afficher bruyamment un objectif de 1,5°. Cette ridicule utilisation des mots pour cacher les choses est un véritable pied-de-nez à la science. Celle-ci avait annoncé la fin du monde en l'absence d'accords contraignants et de transferts massifs ; nous y voilà, et pourtant l'apocalypse a disparu des discours. Vraie ou fausse, la très officielle science du climat était la menace brandie dans un chantage. Le chantage ayant raté, la menace n'est plus à l'ordre du jour, et la science qui la fabrique devient pour les politiques plus gênante qu'utile. Pour eux, Paris vaut bien une messe. C'est ainsi que le grand GIEC devient le petit giec : il est à peine cité dans les 40 pages de l'accord, aux paragraphes 100 et 101, qui le réduisent à un rôle ancillaire. Certains climato-crédules, comme Nicolas Hulot, expriment logiquement leur mécontentement. La plupart d'entre eux cependant, cocus mais contents, voient dans les discours un immense pas en avant. Croyants ou pratiquants, tous se préparent à la grand'messe de la COP 22 à Marrakech.

Laurent Fabius, qui a réussi à faire prendre un verre vide pour un verre plein, est décidément très fort : chapeau l'artiste !